



Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille

Distr. générale
28 avril 2021
Français
Original : anglais

Réunion des États parties à la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille

Dixième réunion

New York, 29 juin 2021

Point 5 de l'ordre du jour provisoire

**Élection, conformément à l'article 72 (par. 1 à 5) de la Convention,
de sept membres du Comité pour la protection des droits de tous
les travailleurs migrants et des membres de leur famille, pour remplacer
les membres dont le mandat viendra à expiration le 31 décembre 2021**

Élection de sept membres du Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, pour remplacer les membres dont le mandat viendra à expiration le 31 décembre 2021

Note du Secrétaire général

1. Conformément à l'article 72 (par. 4) de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, la dixième réunion des États parties à la Convention se tiendra au Siège de l'Organisation des Nations Unies, le mardi 29 juin 2021. À cette occasion, sept membres du Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille dont les noms figurent sur une liste de candidats désignés par les États parties (sect. II) seront élus, afin de remplacer ceux dont le terme viendra à expiration le 31 décembre 2021 (sect. I). Sept membres continueront d'exercer leurs fonctions au sein du Comité jusqu'au 31 décembre 2023 (sect. III).

2. Conformément à la procédure énoncée à l'article 72 (par. 3) de la Convention, le Secrétaire général, par une note verbale datée du 11 janvier 2021, a invité les États parties à désigner, au plus tard le 31 mars 2021, leurs candidats à l'élection de sept membres du Comité. Tous les curriculum vitae reçus au 31 mars 2021 figurent dans l'annexe au présent document. Des additifs à la présente note seront publiés pour les candidatures reçues après l'échéance du 31 mars 2021.

3. Conformément aux dispositions de l'article 72 (par. 3) de la Convention, le Secrétaire général a l'honneur de présenter dans la liste ci-après les noms des candidats, dans l'ordre alphabétique, et l'indication des États parties qui les ont désignés. Les notices biographiques des candidats, telles qu'elles ont été soumises par les États parties, figurent dans l'annexe au présent document.

* Nouveau tirage pour raisons techniques (28 mai 2021).



4. En outre, en application du paragraphe 12 de la résolution 68/268 de l'Assemblée générale, la situation actuelle en ce qui concerne la composition du Comité, rendant compte de l'équilibre entre les sexes et de la répartition géographique des experts, de leur expérience professionnelle, de la représentation des différents systèmes juridiques et de la période d'exercice des membres actuels, figure aux chapitres I et II du présent document.

5. Au paragraphe 13 de sa résolution 68/268, l'Assemblée générale a encouragé les États parties à veiller, lors de l'élection d'experts des organes conventionnels, à ce qu'il soit tenu compte dans la composition des organes conventionnels relatifs aux droits de l'homme, comme le prévoient les instruments pertinents relatifs aux droits de l'homme, d'une répartition géographique équitable, d'une représentation des différentes formes de civilisation et des principaux systèmes juridiques, d'une représentation des sexes équitable et de la participation d'experts handicapés.

I. Membres du Comité dont le mandat viendra à expiration le 31 décembre 2021**

<i>Nom du membre</i>	<i>Pays de nationalité</i>	<i>Membre depuis</i>
M. Álvaro Botero Navarro	Colombie	2018
M ^{me} Fatima Diallo	Sénégal	2020
M. Ermal Frasherí	Albanie	2018
M. Md. Shahidul Haque	Bangladesh	2014
M. Prasad Kariyawasam	Sri Lanka	2004
M. Mamane Oumaria	Niger	2018
M. Azad Taghi Zada	Azerbaïdjan	2018, et de 2004 à 2015

II. Liste de candidats désignés par les États parties*, ******

<i>Candidat</i>	<i>Désigné par</i>
M. Pablo Ceriani Cernadas	Argentine
M ^{me} Fatima Diallo	Sénégal
M ^{me} Jasmina Dzumhur	Bosnie-Herzégovine
M. Ermal Frasherí	Albanie
M. Mamane Oumaria	Niger
M. Azad Taghi Zada	Azerbaïdjan

** L'expérience professionnelle des membres, les différents systèmes juridiques et d'autres données biographiques des membres peuvent être consultés sur la page Web du Comité (www.ohchr.org/EN/HRBodies/CMW/Pages/Membership.aspx).

*** On trouvera en annexe au présent document le curriculum vitae des candidats désignés par les États parties.

**III. Membres du Comité dont le mandat viendra à expiration
le 31 décembre 2023****

<i>Nom du membre</i>	<i>Pays de nationalité</i>	<i>Membre depuis</i>
M. Khaled Cheikhna Babacar	Mauritanie	2020
M. Mohammed Charef	Maroc	2019
M. Edgar Corzo Sosa	Mexique	2020
M. Pablo César García Sáenz	Guatemala	2020
M ^{me} Myriam Poussi	Burkina Faso	2020, et de 2008 à 2013
M. Lazhar Soualem	Algérie	2018
M. Can Ünver	Turquie	2016

Annexe

Curriculum vitae*

Pablo Ceriani Cernadas (Argentine)

[Original : espagnol]

Date et lieu de naissance : 27 mars 1973, Buenos Aires

Lieu de résidence : Arrondissement Vicente López, province de Buenos Aires (Argentine)

Nationalité : Argentine

Langue(s) de travail de l'Organisation des Nations Unies : Espagnol (langue maternelle), anglais et portugais (avancé), français et catalan (notions)

Situation/fonction actuelle

Directeur du cursus de spécialisation dans le domaine de la migration, de l'asile et des droits de l'homme à l'Université nationale de Lanús (UNLa), Argentine

Coordonnateur du programme Migration et asile à l'Institut pour la justice et les droits de l'homme (UNLa)

Professeur spécialisé dans les droits humains des migrants : a) diplôme en protection des migrants et des réfugiés, faculté de droit de l'Université de Buenos Aires (UBA) ; b) master en droits de l'homme (UNLa) ; c) master en droits de l'homme et démocratisation (Université nationale de San Martín) ; d) master en droits humains des populations vulnérables (Université andine Simón Bolívar, Bolivie)

Principales activités professionnelles

Ancien membre du Comité des travailleurs migrants de l'Organisation des Nations Unies (de 2014 à 2017) et ancien Vice-Président (de 2016 à 2017)

Consultant auprès de l'UNICEF, de l'OIM et de l'OIT sur divers projets (notamment recherche, formation, assistance technique et missions d'enquête) relatifs aux politiques migratoires, aux droits des migrants, aux droits de l'enfant dans le contexte de la migration, à la migration et aux questions de genre, et à la migration de main-d'œuvre

Membre du réseau de chercheurs sur les migrations (OIM)

Membre du conseil consultatif mis en place par l'Expert indépendant chargé par l'Organisation des Nations Unies de mener l'Étude mondiale sur les enfants privés de liberté (résolution 69/157 de l'Assemblée générale des Nations Unies) (2017 à 2019)

Membre du conseil consultatif créé dans le cadre du projet relatif au Centre de recherche consacré aux migrations Sud-Sud, aux inégalités et au développement, sous la direction de l'Université de Coventry et en collaboration avec d'autres universités, en Afrique, dans les Amériques, en Asie et en Europe (<https://www.mideq.org/fr/>)

Membre du groupe de chercheurs américains, européens, africains et océaniens chargé d'élaborer un rapport sur les violations transfrontières des droits de l'enfant à l'intention de l'Association de droit international – Kyoto (2020-2021)

Autres activités principales en rapport avec le mandat du Comité

Professeur invité à dispenser des cours de courte durée (sur la migration ou les droits de l'homme) dans des universités, notamment en Belgique, au Brésil, au Chili, en Espagne, aux États-Unis d'Amérique, en Italie, au Mexique, au Pérou, au Royaume-Uni et en Suisse

* Les curriculum vitae sont publiés sans avoir été revus par les services d'édition.

Avocat du Centro de Estudios Legales y Sociales (CELS), chargé de coordonner les activités liées à des affaires et des actions relatives aux droits humains des migrants ; coordination des activités de la clinique juridique des droits des migrants et des réfugiés (UBA-CELS-CAREF-Commission argentine d'aide aux réfugiés et aux migrants) ; représentant du CELS au sein du Comité directeur de Migrants Rights International (1999-2007)

Conseiller en matière de droits des migrants à la Fédération internationale pour les droits humains (2007-2008)

Participation à une série de réunions internationales sur la migration, telles que le Forum mondial sur la migration et le développement (2006, 2007, 2008, 2009, 2010 et 2020), le Dialogue de haut niveau sur les migrations internationales et le développement (New York, 2006 et 2013), et la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée (2001)

Professeur spécialisé dans les droits de l'homme à l'Université de Buenos Aires, traitant de sujets tels que les organes régionaux et universels des droits de l'homme et les mécanismes de protection (1999-2005)

Études

Diplôme d'avocat, faculté de droit et de sciences sociales de l'Université de Buenos Aires

Postgrade :

a) Doctorat en droit des droits de l'homme, Université de Valence ; i) Thèse de doctorat sur les droits de l'homme, les droits de l'enfant et la migration. Mention : remarquable cum laude (2016) ; ii) Diplôme d'études approfondies. Thèse sur le contrôle de l'immigration irrégulière en Espagne à la lumière des traités relatifs aux droits de l'homme. Mention : remarquable (2008) ;

b) Master en migrations internationales, Universidad Europea de Madrid (2011) ;

c) Diplôme d'expert juridique en migrations internationales et en mouvements transnationaux des individus, Universidad Europea de Madrid (2004).

Liste des publications les plus récentes dans ce domaine (2014-2021)

Auteur du rapport intitulé *Los derechos de los niños y niñas no acompañados en la Frontera Sur Española*, publié par UNICEF Comité Español, Madrid, janvier 2019

Niñez y Migración en Centro y Norte América : causas, políticas, prácticas y desafíos (co-coord. et co-dir. publ. avec K. Musalo et L. Frydman), AA. VV., Oakland, 2015

Migrar en las Américas : Movilidad Humana, Información y Derechos Humanos, co-coord. avec R. Córdova et J. Knippen, dir. publ., Gedisa, México, 2014

Políticas migratorias y Derechos Humanos en América Latina : Prácticas progresivas, viejos desafíos, preocupantes retrocesos y nuevos retos, en collaboration avec Jaramillo Fonnegra, Abordajes sociojurídicos contemporáneos para el estudio de las migraciones internacionales, Gandini L. (dir. publ.) UNAM, México, 2021

Comentario al capítulo sobre Otras formas de Protección más allá del Régimen de Refugiados en América Latina, dans *Latin America and Refugee Protection : regimes, logics and challenges*, 2021, M. Vera-Espinoza, L. Jubilut et G. Mezzanotti (dir. publ.)

La regularización migratoria como condición esencial para la protección integral de los derechos de niños, niñas y adolescentes en contexto de movilidad humana, note technique publiée le Bureau régional de l'UNICEF pour l'Amérique latine et les Caraïbes, mai 2020

Migration Policies and Human Rights in Latin America. Progressive Practices, Old Challenges, Worrying Setbacks and New Threats, Global Campus Policy Briefs, 2018

La promoción y protección de los derechos de migrantes a través del Comité de ONU de Trabajadores Migrantes y sus Familias : Reflexiones basadas en la experiencia como Miembro del Comité, publication de l'OIM intitulée Revista Migraciones Internacionales : Reflexiones desde Argentina, n° 3, 2018, p. 29 à 50

Back to Basics ? The limited use of immigration detention in South America : an interpretation based in human rights treaties and principles, Challenging Immigration Detention, Academics, Activists and Policy Makers, Flynn and Flynn (dir. publ.), Edward Elgar Publishing, 2017, p. 239 à 264

The Principle of No-Detention of Migrant Children in International Human Rights Law, Protecting Children against Torture in Detention, Global Solutions for a Global Problem, American University. Center for Human Rights & Humanitarian Law, Washington DC, 2017, p. 235 à 248

El lenguaje como herramienta de las políticas migratorias : notas críticas sobre el concepto "migrante económico", Revista Sur Internacional de Derechos Humanos, n° 23, juillet 2016 (ESP-ENG-POR)

Kein Mensch ist Illegal. Ein Einblick in das innovative argentinische Einwanderungsrecht, Revista Kulturaustausch, Neuland, n° II, 2016

The human rights of children in the context of international migration, Routledge International Handbook of Children's Rights Studies, Wouter Vandenhole, Ellen Desmet, Didier Reynaert, Sara Lembrechts (dir. publ.), Routledge. 2015

Improving Migrants' Rights in Times of Crisis : Migration Policy in Argentina since 2003, Global Migration : Myths and Realities, D. Acosta Arcarazo y A. Wiesbrock (dir. publ.), Praeger, 2015

Migration policies and policymaking in Latin America and the Caribbean : lights and shadows in a region in transition, A Liberal Tide? Immigration and Asylum Law and Policy in Latin America. School of Advanced Study, Université de Londres, p. 11 à 32, en collaboration avec F. Freier, 2015

Migraciones y Derechos Humanos. El Rol del Comité de Protección de los Derechos de Todos los Trabajadores Migrantes y sus Familias, de Naciones Unidas. Desafíos y oportunidades en un escenario complejo, Revista Derechos Humanos, n° 8, Buenos Aires, 2015, p. 83 à 101

Fatima Diallo (Sénégal)

[Original : français]

Date et lieu de naissance : 15 juillet 1981

Langue(s) de travail : français et anglais

Situation/fonction actuelle

Directrice Exécutive du Centre de Recherche et d’Action sur les Droits Économiques, Sociaux et Culturels (CRADESC)

Vice-Présidente et Expert Indépendante du Comité des Nations Unies pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille

Représentante Afrique Francophone au Comité de Pilotage Afrique de la Coalition Publiez Ce Que Vous Payez

Principales activités professionnelles

Directrice de programme pour le Sénégal et la Guinée au sein de Natural Justice (2018-2020)

Chercheuse principale en droits de l’homme et valeurs des peuples autochtones, Université du Cap, Afrique du Sud (2014-2018, à titre de consultant à partir de 2016) ;

Chercheuse doctorale, African Studies Centre, Université de Leiden, Pays-Bas (2012-2016);

Analyste et directrice de programmes adjointe, Plan Sénégal Emergent, Ministère de l’Économie et des finances, Sénégal (2013) ;

Secrétaire Générale Adjointe du Réseau Africain de Droit Constitutionnel (2009-2016)

Informations sur les pays d’origine (Sénégal) au sein de Rights in Exile Programme (2015-à nos jours)

Consultante Internationale dans le domaine des droits de l’homme (2009-à nos jours)

Études

Doctorat en Anthropologie Juridique, Centre d’Études Africaines, Université de Leiden – Pays-Bas (2016)

Diplôme d’Études Approfondies en Droit Public (2008), Université Gaston Berger – Sénégal

DESS en Droit du Cyberspace Africain (2009), Université Gaston Berger – Sénégal

Maîtrise en Droit Public (2006), Université Gaston Berger de Saint-Louis – Sénégal

Autres activités principales en rapport avec le mandat du Comité

Direction de travaux de recherche et projets de plaidoyer sur les droits économiques, sociaux et culturels des travailleurs domestiques migrants au Sénégal

Informations sur les pays d’origine au sein de Rights in Exile Programme qui fait partie de International Refugee Rights Initiative (IRRI). En qualité d’expert-témoin ou de conseiller juridique, Mme Diallo a appuyé plusieurs cabinets d’avocats et structures d’assistance juridique à travers le monde (RelisLaw PLLC, Immigrant Justice Corps (IJC), Erie County Bar Association, etc.) à défendre les droits des migrants, des demandeurs d’asile et des réfugiés d’origine ouest-africaine en général, sénégalaise en particulier

Des années de leadership au niveau de African Network of Constitutional Lawyers sur des travaux portant sur des questions liées à la protection et la mise en œuvre des droits humains garantis par les constitutions et définis dans les législations nationales et les différentes conventions ratifiées par les États africains

Une dizaine d’années de travail de recherche et d’enseignement au niveau des universités sénégalaises et internationales sur les droits de l’homme en Afrique francophone et en Afrique Australe

**Liste des publications les plus récentes dans le domaine de la migration
et des droits de l'homme**

« Interactional Pluralism in Southern Africa : Legal Hybridisation in the Judicial Arenas »
(2019), Otis (dir. publ.) Laval University Press (Canada)

« Direct Constitutional Protection of Economic, Social and Cultural Rights in Francophone
Legal Systems : Senegal » (2016), Chirwa and Chenwi, Cambridge University Press
(Grande-Bretagne)

« Decolonisation and Teaching Law in Africa with Special Reference to Living Customary
Law » (2017) PELJ (Afrique du Sud)

« Access to information in Africa : Law », Boston Leiden : Brill (2013) (Pays-Bas)

Jasminka Dzumhur (Bosnie-Herzégovine)

Date et lieu de naissance : 23 juin 1963, Zenica (Bosnie-Herzégovine)

Langue(s) de travail : anglais russe, bosniaque, croate, serbe

Situation/fonction actuelle

Médiatrice des droits de l'homme de Bosnie-Herzégovine

Principales activités professionnelles

Juriste et avocate au bénéfice de plus de trente-trois années d'expérience dans le domaine de la justice internationale et de la justice de Bosnie-Herzégovine, M^{me} Jasminka Dzumhur a exercé les fonctions de juge, de présidente de juridiction et de conseillère juridique et technique

Médiatrice des droits de l'homme de Bosnie-Herzégovine depuis douze ans, elle a été Présidente pendant sept ans du Tribunal correctionnel de Zenica, où elle a exercé la fonction de juge pendant quatre ans, et a été avocate en Bosnie-Herzégovine pendant neuf ans

Chargée de cours sur les droits des femmes dans le cadre du Programme régional européen de master en démocratie et droits de l'homme en Europe du Sud

Membre et Vice-Présidente du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires (2010 à 2015) et Vice-Présidente du Comité des travailleurs migrants (2016 à 2019)

Consultante à titre permanent auprès de ministères de Bosnie-Herzégovine et d'ONG

Consultante à titre temporaire auprès de nombreuses organisations internationales, dont le Conseil danois pour les réfugiés, l'International Crises Group, l'OSCE, l'OCDE, le PNUD, l'UNICEF, l'UNIFEM, USAID, le Conseil de l'Europe et la Fondation Soros

Formatrice à titre permanent au centre de formation des juges et procureurs

A animé des formations aux niveaux international et local à l'intention de policiers, de juges, de procureurs, de travailleurs sociaux, d'ONG et de représentants d'organisations internationales sur des thèmes liés aux droits de l'homme, notamment les disparitions forcées, la migration, les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et le rôle des institutions nationales des droits de l'homme dans la protection et la promotion des droits de l'homme

Expérience avérée de directrice et de cheffe d'équipe d'un groupe de plus d'une soixantaine de personnes. Aptitude à travailler en collaboration avec ses collègues et à recourir à la diplomatie pour nouer des relations et obtenir des résultats

Compétences transversales, avec une spécialisation dans le domaine des droits de l'homme et des questions de genre. Aptitude à déterminer de manière indépendante les domaines à améliorer et les points à développer dans les domaines en question

Fondatrice de deux ONG de défense des droits de femmes en Bosnie-Herzégovine. Membre de l'équipe de quatre rédacteurs chargée d'élaborer la législation de Bosnie-Herzégovine relative aux droits de l'homme et aux questions de genre adoptée en 2003

Collaboration active en Bosnie-Herzégovine et au niveau international avec des ONG, des organisations de la société civile et des associations de femmes. Invitée à s'exprimer sur la situation des femmes face à la justice et à organiser des formations sur les droits des femmes et la discrimination

A animé de multiples formations et séminaires avec des organisations actives au niveau international et en Bosnie-Herzégovine sur des thèmes juridiques et des questions de genre, telles que l'efficacité des actions en justice engagées devant les mécanismes régionaux et universels des droits de l'homme pour obtenir le respect des droits des femmes

Études

Doctorat en droit international, Université Dzemal Bijedic de Mostar, faculté de droit de Mostar, Bosnie-Herzégovine, 2016

Master en criminologie, faculté de criminologie, études de criminologie et de sécurité, Sarajevo, Université de Sarajevo, Bosnie-Herzégovine, 2009

Examen du barreau, Ministère de la justice de la République de Bosnie-Herzégovine, 1994

Diplôme de droit, faculté de droit de l'Université Sarajevo, Bosnie-Herzégovine, 1987

Formations et cours de troisième cycle

Institut de formation aux droits fondamentaux des femmes, Fondation bulgare de recherche sur le genre en coopération avec ses partenaires, à savoir le Centre des droit reproductifs et le Réseau des femmes Est-Ouest, Sofia, Bulgarie, 2004 à 2005

Centre international de formation de l'OIT, formation sur le thème la « Promotion des droits des travailleuses et l'égalité dans l'emploi », Sarajevo, 2000

Formation avancée sur les droits de l'homme et le leadership des femmes, Women's Leadership Development Institute, Pologne et Hongrie, 1998 et 1999

Autres activités principales en rapport avec le mandat du Comité

A organisé des formations à l'intention de policiers, de juges, de procureurs, de travailleurs sociaux, de membres d'ONG et de représentants du GIP, de la SFOR, de l'EUFOR et de la MPUE portant sur les droits de l'homme, notamment la traite des êtres humains, les migrations illégales et l'asile, la violence familiale et la violence fondée sur le genre

A participé à la rédaction de lois et de règlements (loi relative à la circulation et au séjour des étrangers et des demandeurs d'asile, loi relative à l'égalité des sexes, loi relative à la protection contre la violence familiale, règlement sur la protection contre la traite, victimes et étrangers)

Consultante à titre permanent auprès de ministères et d'ONG de Bosnie-Herzégovine sur des questions liées à la migration, aux droits du travail des migrants et à la traite des êtres humains

Liste des publications les plus récentes dans les domaines de la migration et des droits de l'homme

A publié le *Manuel sur la protection des victimes de la traite des êtres humains en Bosnie-Herzégovine* (Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme en Bosnie-Herzégovine)

A élaboré la communication adressée par les médiateurs de Bosnie-Herzégovine au Comité des travailleurs migrants

A élaboré le règlement sur la protection des victimes de la traite à l'échelle nationale

Ermal Frasher (Albanie)

Date et lieu de naissance : 31 octobre 1974, Tirana (Albanie)

Lieu de résidence : Albania, États-Unis d'Amérique

Nationalité(s) : albanaise

Langue(s) de travail de l'Organisation des Nations Unies : anglais, français

Situation/fonction actuelle

Chargé de recherches principal, Centre du développement international de l'Université Harvard

Professeur adjoint, Sturm College of Law, Université de Denver

Membre du Comité des travailleurs migrants de l'Organisation des Nations Unies

Principales activités professionnelles

M. Ermal Frasher est chargé de recherches principal au Growth Lab de l'Université Harvard. Ses compétences dans les domaines du droit, du développement économique, du commerce, de la migration et du renforcement des capacités institutionnelles permettent à M. Frasher d'apporter un éclairage à divers travaux de recherche collaborative sur les stratégies de développement économique menés notamment en Albanie, en Jordanie, à Sri Lanka et au Panama. En outre, en sa qualité de professeur adjoint, M. Frasher organise régulièrement des cours et des séminaires sur le droit et la corruption, le droit commercial international, et le droit international et la migration. Depuis janvier 2018, M. Frasher est expert indépendant au sein du Comité des travailleurs migrants. Il a terminé un doctorat en sciences juridiques à la Harvard Law School et rédigé des articles sur la modernisation et le développement économique, l'Union européenne, le droit international et la migration.

Autres activités principales en rapport avec le mandat du Comité

Depuis janvier 2018, M. Frasher est expert indépendant au sein du Comité des travailleurs migrants. En cette qualité, il a exercé les fonctions de corapporteur dans le cadre de l'examen de rapports présentés par divers pays, de membre du groupe de travail chargé par le Comité des travailleurs migrants d'élaborer l'observation générale n° 5 et de coordonnateur chargé du programme de réforme des organes conventionnels établi par l'ONU pour 2020.

En sa qualité de chercheur dans le domaine des politiques publiques, M. Frasher s'emploie à promouvoir la participation des membres de la diaspora albanaise au développement de leur pays d'origine, et à étudier les moyens de repenser le rôle des migrants dans la diffusion des connaissances et la transformation économique.

Études

Doctorat en sciences juridiques (S. J. D.), Harvard Law School

Maîtrise en droit (LL. M.), Harvard Law School

Liste des publications les plus récentes dans les domaines de la migration et des droits de l'homme

Exposé intitulé « Global Migration and Political Regimes » à la conférence sur l'immigration politique en Albanie pendant la période 1944-1990, organisée à Tirana (Albanie) en février 2020

« On the prison system, internment and forced labor during the communist regime in Albania » (coauteur, novembre 2018)

« A Comparative View of Immigration Frameworks in Asia : Enhancing the Flow of Knowledge through Migration » (coauteur, octobre 2017)

« Immigration and Economic Transformation : A Concept Note » (coauteur, avril 2017)

Mamane Oumaria (Niger)

[Original : français]

Date et lieu de naissance : 1^{er} janvier 1952 à Matamèye (Niger)

Langue(s) de travail : français, anglais (moyen)

Situation/Fonction actuelle

Conseiller Principal du Premier Ministre, Chef du Département Gouvernance et Modernisation Sociale (en charge des droits de l'homme et des questions migratoires)

Membre du Comité Interministériel de rédaction des rapports dus aux Organes des Traités et à l'EPU (dont le rapport du Niger sur les droits des travailleurs migrants et les membres de leurs familles)

Consultant international en droits de l'homme (plusieurs missions pour le compte de l'OHCHR)

Chargé de cours des droits de l'homme à l'Université de Niamey et à Swiss University of Niger

Membre du Comité des Nations Unies pour les travailleurs migrants et les membres de leur famille (2018-2021)

Principales activités professionnelles

Directeur de Cabinet du Président du Conseil National de Développement (Organe de décision pour toutes les questions de développement notamment occuper les jeunes ruraux toute l'année pour éviter /ou limiter l'immigration)

Président de la Commission Nationale des droits de l'homme et des Libertés Fondamentales du Niger de 1999 à 2003 ; participation à ce titre aux sessions du Conseil des Nations Unies pour les droits de l'homme à Genève, des organes de traités, aux sessions de la commission africaine des droits de l'homme et des peuples et de ses mécanismes dont celui sur les réfugiés et déplacés internes et les migrants de 2000 à aujourd'hui

Président de la sous-commission « Monitoring des pratiques esclavagistes » à la Conférence mondiale des Institutions Nationales des droits de l'Homme à Copenhague (Danemark) et Lund (Suède) en 2002

Consultant International en droits de l'homme, conduite des missions en RDC, aux Comores et en Mauritanie pour le compte de l'Office du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Droits de l'Homme pour l'organisation du dialogue Gouvernement/Parlement/Société Civile pour la création d'une Institution Nationale des droits de l'homme et l'élaboration des textes organiques de ces institutions (dialogue organisé dans les trois pays précités)

Directeur de Cabinet du Médiateur de la République

Secrétaire Général de l'Association Nigérienne de Défense des Droits de l'Homme (D.L.D), dans ce cadre, notamment, conseils et assistance aux réfugiés

Réalisation d'une étude sur les violences faites aux femmes et aux enfants dans les régions de Maradi et Dosso au Niger

Membre du Comité de rédaction du Rapport du Niger présenté devant la quatre-vingt-septième session du Comité pour l'élimination de toutes les formes de discrimination (CERD) à Genève les 6 et 7 août 2015, et membre de la délégation ;

Membre du Comité de rédaction du rapport du Niger pour le deuxième cycle de l'Examen Périodique Universel (EPU) et membre de la délégation du Niger aux vingt-quatrième et vingt-cinquième sessions du Conseil des Droits de l'Homme à Genève (janvier et juin 2016).

Études

Maîtrise en droit public, science politique de l'Université de Dakar 1976

Diplôme en Administration Publique de l'Institut International d'Administration Publique (IIAP) Paris 1979

Diplôme d'Études Approfondies (DEA) en droit Université de Paris I Panthéon- Sorbonne 1979

Diplômé en Justice Transitionnelle du Centre International de Justice Transitionnelle de New York 2008

Diplômé de l'Académie Internationale de Droit Constitutionnel de Tunis 2015

Certifié en droits de l'homme (Fédération Internationale des droits de l'homme 1995, Centre danois des droits de l'homme 2000)

Baccalauréat Philosophie/Lettre Lycée National de Niamey (1972, mention Assez bien)

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité pour les travailleurs migrants

Participation à l'étude sur la migration au Niger

Membre du Comité de rédaction du Rapport du Niger devant le Comité des Nations Unies sur le droit des travailleurs migrants et les membres de leur famille et membre de la délégation du Niger devant le CMW les 30 et 31 août 2016 à Genève

Rapporteur du Pôle Gouvernemental Gouvernance sous l'égide du Premier Ministre où sont discutés tous les mois les questions de gouvernance, de la migration irrégulière, des trafics et de la sécurité ; en particulier la situation des travailleurs migrants à Agadès et dans le site de transit de Dirkou à la frontière de la Libye

Directeur de la formation professionnelle (apprentissage chez le patron, tutelle des centres de formation professionnelle, suivi de la politique nationale de formation professionnelle) ;

Conseiller Principal du Premier Ministre, en Charge des droits de l'homme dont les questions migratoires

Suivi au plan diplomatique des entretiens de la mission des Représentants des Gouvernements Européens sur les questions migratoires avec le Premier Ministre

Liste des publications les plus récentes du candidat dans le domaine de la migration et des droits de l'homme

Le Niger à la croisée des chemins de l'immigration vers l'Europe ou l'équation géographique, 2016

Stratégie et tactique des candidats à l'immigration en transit au Niger, 2015

Azad Taghi-Zada (Azerbaïdjan)

Date et lieu de naissance : 3 mars 1953 à Bakou (Azerbaïdjan)

Lieu de résidence : Bakou (Azerbaïdjan)

Nationalité(s) : azerbaïdjanaise

Langue(s) de travail de l'Organisation des Nations Unies : anglais, russe

Situation/fonction actuelle

Ministère du travail et de la protection sociale de la population de la République d'Azerbaïdjan, Conseiller auprès du Ministre

Membre du Conseil d'administration du Fonds d'assurance azerbaïdjanaise des dépôts

Membre du Conseil de Turkic World Mathematical Society

Membre du Comité de rédaction de *Turkic World Mathematical Society Journal of Pure and Applied Mathematics*.

Principales activités professionnelles

Participation à l'analyse, la prévision et l'élaboration des politiques sociales en faveur de la population azerbaïdjanaise, notamment pour ce qui a trait à la démographie, à l'emploi et à la migration de main-d'œuvre

Élaboration de programmes de coopération avec des organisations internationales et les ministères des pays étrangers dans ce domaine d'activités, y compris en matière de politique sociale pour les travailleurs migrants

Participation à l'élaboration d'accords bilatéraux internationaux conclus notamment avec l'Ukraine, la Turquie, le Bélarus, la République de Moldova et le Kazakhstan et visant à protéger les droits des travailleurs migrants

A ouvert la voie et participé à l'organisation d'une mission du Comité des travailleurs migrants à Bakou (Azerbaïdjan) en septembre 2019 (parrainée par le Gouvernement azerbaïdjanaise), qui avait pour objectif d'offrir au Comité et à deux membres du secrétariat la possibilité de participer de façon informelle à une réunion de réflexion portant sur les principaux éléments du mandat du Comité, sur d'autres sujets en lien avec la Convention et sur d'autres thèmes connexes

Autres activités principales en rapport avec le mandat du Comité

Activités en qualité de membre (de 2003 à 2015 et de 2018 à 2021) et de Vice-Président (de 2008 à 2015 et à compter de 2021) du Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille :

- Examen des rapports d'États parties et participation à l'élaboration d'observations générales ;
- Participation en qualité de rapporteur pour un certain nombre de pays à l'élaboration de listes de points et d'observations finales concernant notamment le Tadjikistan, le Mexique, l'Albanie et l'Égypte

Participation en tant qu'expert à l'élaboration de rapports dans le cadre des instances internationales suivantes :

- « Les droits des travailleurs migrants », à l'occasion de la réunion régionale des organes chargés de la migration de main-d'œuvre et des commissaires aux droits de l'homme (Tadjikistan) ;
- « La mondialisation, la migration et les droits de l'homme », au Forum mondial des droits de l'homme à Marrakech ;
- Les tendances macroéconomiques, lors de l'atelier ayant pour thème les « politiques macroéconomiques, l'emploi et la croissance inclusive », organisé par l'ITC, OIT (Turin).

Études

1970-1975 : Université d'État de Moscou M. V. Lomonosov, faculté de mécanique et de mathématiques, licence et maîtrise

1975-1979 : Enseignement universitaire supérieur, Université d'État de Moscou M. V. Lomonosov, thèse sur « Diverses questions relatives à la théorie entropique de certaines groupes d'action », doctorat en mathématiques

1983-1985 : Institut de langues étrangères (Bakou), faculté de littérature anglaise, licence

Divers cours et formations organisés par l'Organisation des Nations Unies, l'Union européenne, l'OIM, l'OIT et d'autres organismes internationaux portant notamment sur les droits de l'homme, les mathématiques actuarielles, la démographie, les prévisions socioéconomiques et la migration

Liste des publications les plus récentes dans le domaine de la migration et des droits de l'homme

« Forecasting of socio-economic indicators », Bakou, 2002, p.1 à 48

« Living standards (assessment, analysis, results, recommendations) », Bakou, 2014, p. 1 à 66

« Demographics », Bakou, 2014, p. 1 à 36

« Youth in the labour market », Bakou, 2014, p. 1 à 44

« Forecasting of demographics », Bakou, 2016, p.1 à 25